



Lundi 13 février 2012

Quand les banquiers s'en Grèce, la population s'embrase

Dimanche soir, en Grèce, en dépit de la colère du peuple, les députés votaient un énième plan d'austérité imposé par les banques et leurs représentants Merkel et Sarkozy. Les 40 députés qui ont refusé le plan ont été exclus de leur parti, de droite ou de gauche !

Au menu cette fois, une baisse de 22 % du salaire minimum, qui passe à 586 euros bruts, la suppression de 15 000 emplois publics et de nouvelles coupes dans les retraites. Alors que le chômage officiel est de 21 %, que le nombre de sans-domicile a augmenté de 25 % en deux ans et que les salaires, quand ils sont versés, ne permettent plus de joindre les deux bouts, les dirigeants du pays privilégient encore les profits et les banques qui spéculent sur la dette.

Pourtant, ni la crise, ni la dette de la Grèce ne sont de la responsabilité des travailleurs grecs. Curieux que les huissiers du FMI ne s'en prennent ni aux biens de l'Eglise, ni au famarieux budget de l'armée, approvisionné par les marchands d'armes européens ! Mais les travailleurs ne se laissent pas faire et les opposants aux attaques sont toujours aussi nombreux

depuis les grandes manifestations de juin et octobre 2011.

Vendredi et samedi, la grève générale appelée par les syndicats a rencontré un succès. À Athènes, les transports en commun étaient inexistantes, tandis qu'une banderole géante étendue sur l'Acropole dénonçait la « *dictature des monopoles de l'Union européenne* ». Dimanche, 100 000 manifestants se sont rassemblés devant le parlement, où les députés qui ont voté l'austérité récoltaient le mépris de la population. La révolte a grondé toute la nuit.

Ce hold-up contre les travailleurs grecs n'est que l'avant-goût de ce qui se prépare contre ceux de toute l'Europe, dont la France, comme le confirment les nouvelles annonces de Sarkozy. Reste à prendre exemple sur le peuple grec. Les banques et leurs huissiers imposent leur dictature et étranglent les peuples par gouvernements interposés : mais qui sème la misère, comme en Grèce, récoltera la tempête sociale.

Le meilleur des mondes de Sarkozy

Dans ses confidences au *Figaro Magazine*, Nicolas Sarkozy s'est découvert une nouvelle passion pour les référendums. Mais attention, il n'est pas question de laisser la population décider de l'âge de la retraite, des embauches dans les services publics, de l'augmentation des salaires. Il ne s'agit que d'opposer chômeurs et salariés, Français et immigrés, pour que les responsables de la crise puissent dormir tranquilles sur leurs milliards.

La proposition de vote ? Imposer aux chômeurs une prétendue formation dans un secteur choisi par un « *comité national* », à l'issue de laquelle ils seraient obligés d'accepter le premier emploi proposé. Ainsi, les salariés ne pourraient même plus choisir leur métier ! A quand une « *civilisation supérieure* », modèle Guéant-Sarkozy, où les individus devront exercer la profession que leur impose le haut de la hiérarchie sociale ?

En s'attaquant aux plus précaires, Sarkozy s'en

prend à tous les travailleurs. Obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, même pour un salaire de misère, loin de chez eux ou avec des cadences intenable, c'est faire pression sur l'ensemble des travailleurs.

Cela revient à accuser les licenciés de la rapacité des licenciés. Pourtant, aucun des mille chômeurs supplémentaires que Pôle Emploi compte chaque jour n'a choisi de perdre son travail. Au contraire, nombreux sont ceux qui se battent contre les suppressions d'emplois ou les fermetures d'usine.

Pour interdire les licenciements et obliger le patronat à prendre sur ses profits pour maintenir les emplois, il ne faut pas compter sur Sarkozy, ni sur le futur président, quel qu'il soit.

Seuls les travailleurs, par leurs luttes et sans attendre d'être appelés à voter, sont en mesure de faire reculer patronat et gouvernement et d'imposer leurs intérêts.

Une année sous tension

Suite à de nombreux refus de la direction d'accorder des congés accolés au mois d'août, une dizaine d'ouvriers du montage ont débrayé mercredi dernier au matin pendant 15 minutes. Le RG de la mécanique a prétexté que la qualité du travail fait par les intérimaires embauchés pour juillet les années précédentes était insuffisante.

Ben Voyons ! Ça ne les avait pas empêché de procéder ainsi pendant des années. Ne serait-ce pas plutôt pour faire des économies en ne prenant pas d'intérimaires ?

Si ce sont plutôt les bénis oui-oui du chef à qui on accorde des congés, la mesure doit être généralisée. En tout cas pour nous, ce qui était possible jusqu'à maintenant doit le rester.

Accompagnateur ou RG ?

La semaine dernière au montage en équipe B, l'installation robotisée de la mise en place des pare-brises sur les véhicules est tombée en panne pendant 30 minutes. Bien sûr, tout le monde courrait dans tous les sens pour aider, sauf un, le RG responsable de la zone, coincé dans son bureau.

Peut-être était-il occupé à remplir un mauvais document, le bon rose, à la place du troisième volet, pour accompagner lui-même un accidenté du travail à l'infirmerie ?

Unissons-nous

A cheval sur Villeparisis et Vaujours, l'entreprise Placoplatre voudrait supprimer 60 postes de travail. Les salariés ont fait grève une journée complète il y a deux semaines et tentent d'obtenir un accord pour qu'il n'y ait pas de licenciements.

Comme quoi, ce ne sont pas les travailleurs mécontents qui manquent pour refuser la situation. Tout le monde est menacé. Dans le 93, des suppressions de postes sont annoncées à Montreuil (l'URSSAF et Nouvelles Frontières), à l'aéroport Charles de Gaulle (Air France), à Saint Ouen (Marotte), à Romainville (Sanofi Aventis), à Pantin (Téléperformance),...

Il tient à chacun de nous d'être nombreux à la manifestation du 18 février (13h30 place du Général de Gaulle à Aulnay-sous-Bois).

Là-bas ou ici, les mêmes exploités !

Renault a ouvert une usine à Tanger. Campagne électorale oblige, tous les politiques feignent l'indignation alors que le début du chantier, quatre ans plus tôt, n'avait pas suscité de réactions. Jusqu'à 6000 salariés y travailleront pour un salaire de 250 euros par mois. En clair, ce ne sont pas les travailleurs marocains qui en profiteront mais bien les grands actionnaires qui se gavent une fois de plus sur notre

dos. Mais le vent révolutionnaire qui a soufflé en pays arabes l'année dernière pourrait bien rattraper le Maroc avant de traverser la Méditerranée.

Total : superprofits et mini-impôts

Le groupe pétrolier Total a fait 12,27 milliards d'euros de bénéfices en 2011. Cette multinationale avait battu un record de profits en 2008 avec 13,9 milliards d'euros sans pourtant payer un sou d'impôt sur les sociétés, privilège reconduit en 2009 et 2010. Pour faire oublier ce traitement de faveur, son PDG s'est empressé d'annoncer que son groupe allait payer 300 millions d'impôt sur les sociétés pour 2011. C'est à peine 2,4% de ses bénéfices ! Avec l'explosion des profits pétroliers, pas étonnant non plus que le prix de l'essence s'envole.

Un modèle pour qui ?

En France, patrons et gouvernement vantent l'efficacité du « modèle allemand » et son faible taux de chômage (7,1 % en 2011). Mais ce qu'ils ne disent pas c'est que les travailleurs pauvres y sont très nombreux : les chômeurs sont obligés d'accepter un poste, même en dessous de leur qualification, à un salaire inférieur aux conventions collectives. 4,8 millions de salariés occupent des « mini-jobs » (temps partiels) et 134 000 personnes travaillent pour un euro de l'heure dans des équivalents de contrats emplois solidarité.

En France comme en Allemagne, la riposte s'impose : travailleurs de tous les pays, unissons nous !

Egypte : un an après la chute de Moubarak, le pouvoir de l'armée reste intact

Le 11 février 2011, le dictateur égyptien Hosni Moubarak était chassé par un soulèvement populaire. L'armée avait laissé faire pour ne pas à avoir à affronter tout un peuple. Mais la mise en scène, place Tahrir, d'une armée « amie du peuple » juste après la chute du tyran cache une toute autre réalité : un an après la chute de Moubarak et les tractations pour la mise en place d'un gouvernement civil élu, c'est toujours le haut commandement militaire qui tient les rênes du pouvoir, régnant de façon opaque sur un empire économique estimé à plus du quart de la richesse nationale d'où il tire ses prébendes et ses privilèges.

Le maréchal Tantaoui qui fut pendant 20 ans le compagnon de Moubarak continue à interdire aux députés tout droit de regard sur la gestion de cet empire. Il réprime les grèves et fait condamner des milliers de jeunes contestataires par ses tribunaux militaires. Pour arracher son émancipation, le peuple égyptien qui reste mobilisé devra s'allier aux simples soldats pour se débarrasser aussi de la clique galonnée qui continue à l'opprimer.